DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

Elections législatives du 23 juin 1968

SIXIEME CIRCONSCRIPTION

UNION
POUR LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE



CANDIDATURE

Docteur Jean-Claude DALBOS

Ancien député de la Gironde,

Ancien expert auprès du Conseil économique et social,

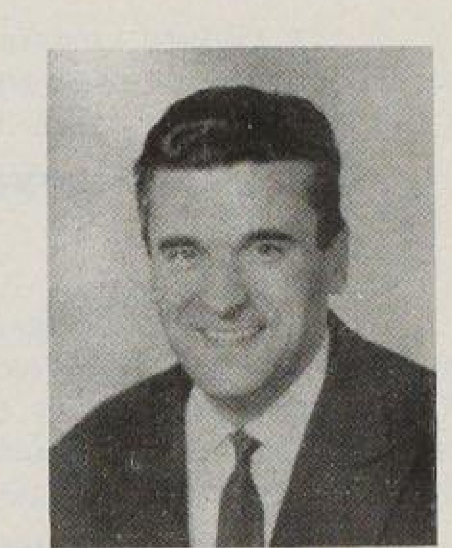
Conseiller général,

Maire de Pessac.

SUPPLEANT :

Cadre aéronautique,
Ancien des Forces aériennes françaises libres,
Parachutiste S.A.S.
Médaille miiltaire - Croix de guerre 1939-1945

Jack SIBARD



« La République ou le chaos. »

Électrices, Électeurs,

L'illustration de cette formule du chef de l'Etat nous a été donnée ces derniers jours de façon suffisamment précise pour que chacun voit clairement son devoir.

En ce qui me concerne, je continue le combat auquel j'ai accepté de consacrer une grande partie de mon existence :

SUR LE PLAN NATIONAL

Défendre la République en écartant les aventuriers

Connaissez-vous bien celui qui prétend monopoliser la gauche ?

Le « Progrès social », hebdomadaire de la Fédération socialiste S.F.I.O. de la Nièvre, le définissait ainsi, le jeudi 27 novembre 1958 : *« De la francisque à l'extrême gauche, buvant le calice jusqu'à la lie, MITTERRAND, « le déloyal », va au comble de l'abjection. MITTERRAND est une girouette qui se sert de vous pour arriver. »*

De leur côté, les communistes, sur leurs affiches électorales, écrivaient de MITTERRAND : *« Politicien réactionnaire, a voté contre la suppression des zones de salaires, pour l'amnistie des assassins d'Oradour-sur-Glane, le réarmement de l'Allemagne, etc. »*

Avez-vous oublié aussi que, le 28 novembre 1959, 175 sénateurs, dont la moitié des socialistes, votaient pour que soit levée l'immunité parlementaire de ce même MITTERRAND.

Est-ce lui que vous voulez donner comme successeur à de GAULLE ?

Pourriez-vous confier votre avenir, vos espérances, à cet homme qui porte actuellement le drapeau de la Fédération « dite » de la Gauche.

Défendre la République en éclairant les responsables

Ni mémoire courte, ni inconditionnalité.

C'est aux parlementaires, en effet, que revient la charge d'éclairer les gouvernants sur les besoins de leur département et de tous ceux qui attendent de la République justice et promotion.

Il faut que ces parlementaires sachent — je l'ai souvent fait lorsque j'étais député — dire non à certaines initiatives gouvernementales, rappeler les promesses faites, imposer qu'elles soient tenues, promouvoir plus de justice sociale, maintenir le dialogue et la contestation avec ceux qui ne sont pas inconditionnellement hostiles.

Dès décembre 1959, après avoir énuméré un certain nombre de réformes sociales urgentes, je terminais mon intervention à l'Assemblée nationale en affirmant « *qu'il ne servirait à rien de protéger nos frontières par une force de frappe militaire si, par l'injustice sociale, nous laissions se gangrener l'intérieur du pays* ».

Puis, le 29 avril 1960, au cours d'une longue intervention sur la politique sociale du gouvernement, je déclarais — et l'avenir m'a malheureusement donné raison — : « *Si un gouvernement n'a pas le soutien de la jeunesse et des travailleurs, ce gouvernement aura bien des difficultés à faire son chemin...*

» *Il faut penser très rapidement à revaloriser le S.M.I.G., afin d'en faire une base valable.*

» *Je vous demande, Monsieur le Premier Ministre, de faire en sorte que cette économie rétablie en France profite d'abord à ceux qui en ont le plus besoin, à ceux qui ont fait confiance à la Vᵉ République, parce qu'elle avait promis qu'elle serait sociale.* »

A-t-on fait, en ce domaine, tout ce qui était possible pour répondre aux espérances qu'avait fait lever le gaullisme ?

Que n'a-t-on entendu aussi les appels à la réconciliation, notamment par **l'amnistie,** et par l'adoption du **principe de l'indemnisation** qu'avec quelques gaullistes non inconditionnels je n'ai cessé de lancer ?

SUR LE PLAN LOCAL

Redonner un député actif à cette 6ᵉ circonscription

Le député sortant de la Fédération, ainsi que j'en ai fait la preuve, lors de la précédente campagne, détient le compte rendu d'activité le plus court du parlement français. Cela est contrôlable sur la table du *Journal officiel* (table nominative que chacun peut se procurer au *J.O.*, 26, rue Desaix, Paris-15ᵉ).

Coopérer avec tous ceux qui, dans une France réveillée, voudront "participer"

Je prends l'engagement, si je suis de nouveau votre élu, de mettre sur pied, dans le délai d'un mois, un comité d'expansion des banlieues Bordeaux-Ouest, où chacun pourrait apporter sa contribution et qui permettrait de défendre nos banlieues. Parmi les problèmes qui nous attendent, je n'oublie pas cette Communauté urbaine, que je suis le seul à avoir refusé dans sa conception actuelle et dont il faudra bien payer l'ardoise lors des prochains budgets municipaux !

Aidez-moi à vous aider.

Dans chacune de nos banlieues, des hommes de grand renom ont déjà accepté de participer à ce comité d'expansion.

Nous pourrons ainsi :

- ♦ Accélérer la modernisation et l'équipement de nos villes de Pessac et de Mérignac.
- ♦ Apporter à la ville de Bègles ces nouvelles industries qui, comme à Pessac et Mérignac, pourraient seules résorber le chômage dont une municipalité communiste se contente de faire le constat sans y porter remède.
- ♦ Ramener la paix civique à Villenave-d'Ornon, ville déchirée depuis tant et tant d'années par des élus S.F.I.O. qui se séparent le lendemain du jour où ils se sont retrouvés.
- ♦ Aider Gradignan et Cestas dans leur mutation urbaine.
- ♦ Faire profiter Canéjan, Saint-Jean-d'Illac et Martignas du grand courant économique qui risque de passer à leur porte sans qu'elles en retirent le bénéfice qui leur est dû.

Il s'agit donc de réaliser, sans sectarisme, avec de bonnes volontés venues de tous les horizons, le rassemblement de tous ceux qui veulent défendre la République à l'intérieur et préparer à l'extérieur l'avènement de l'Europe.

- ♦ En protégeant la paix civile.
- ♦ En respectant la liberté de tous.
- ♦ En assurant l'ordre et la sécurité.
- ♦ En protégeant le droit au travail sans porter atteinte au droit de grève.
- ♦ En appuyant le combat que mènent les travailleurs pour l'amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail, notamment par **leur intéressement** à l'entreprise.
- ♦ En réalisant l'unité de nos banlieues, unité dont elles ont grand besoin devant les problèmes nombreux qui les attendent.

En un mot, barrer la route à la violence, afin que, dans la paix revenue, tous se regroupent autour du seul drapeau tricolore.

Se faire le défenseur de la démocratie dans son département, c'est sauver en France la République.

Vu : LE CANDIDAT,

Docteur Jean-Claude DALBOS.

Imprimerie Du Parc 33 Mérignac